

Le scrutin local chamboule l'échiquier politique

TUNISIE La coalition au pouvoir en zone de turbulences

► Le parti islamo-conservateur Ennahda remporte une victoire relative sur fond de forte abstention.

► Les tractations pour former les majorités en vue d'élire les maires annoncent une période de tension.

TUNIS

DE NOTRE CORRESPONDANT

Ces premières élections municipales libres depuis la révolution de 2011 étaient attendues depuis longtemps : sept ans après, les Tunisiens vont enfin pouvoir toucher du doigt l'exercice du pouvoir. Or, le principal enseignement du scrutin, c'est la radicalité du désenchantement démocratique. L'abstention atteint 64 % des inscrits. Sur huit millions de Tunisiens en âge de voter, 1,7 million seulement se sont déplacés.

Deuxième enseignement du scrutin, c'est la percée des listes indépendantes, près de 860 sur 2173 listes pour 350 municipalités. Leurs résultats cumulés re-

présentent 28 % des votes, selon le décompte d'un institut de sondage, devant les principaux partis. Constituées par des candidats progressistes s'inscrivant dans une opposition tant à Nidaa Tounes (séculariste) qu'à Ennahda (islamo-conservateur) alliés au gouvernement, par des dissidents de Nidaa Tounes, ou par des militants apolitiques, elles ne constituent pas une alternative, mais témoignent de l'inadaptation de l'offre partisane. Deux formations d'opposition (le Courant démocratique qui a fait campagne sur une ligne anti-corruption, et le Front populaire - extrême gauche) s'affirment également et remportent quelques victoires.

Les deux appareils sanctionnés

Les deux grands appareils sont donc sanctionnés. Mais Nidaa Tounes, vainqueur des élections législatives et présidentielle de 2014, a le plus mal résisté à ce désaveu, avec un total de 22,5 % des voix. Constitué depuis 2012 pour contrer l'hégémonie d'Ennahda en rassemblant une partie de la gauche moderniste et les cadres plus ou moins proches de

l'ancien régime, il a fait les frais, d'une part de sa stratégie d'alliance avec son adversaire ; d'autre part de sa faiblesse structurelle et des nombreuses rivalités pour la prise du contrôle du parti, aujourd'hui dirigé par le fils du Chef de l'Etat, Hafedh Caïd Essebsi.

La victoire d'Ennahda, repassé en tête devant Nidaa Tounes avec 27,5 % des voix et même en tête dans plusieurs grandes villes, dont Tunis, est donc toute relative. Elle annonce d'ailleurs une période de tension alors que débutent les tractations en vue d'élire les maires par des conseils municipaux élus à la proportionnelle.

Dans cette perspective, la priorité pour le parti de Rached Ghannouchi est de rassurer son partenaire dans la coalition gouvernementale. « *Les résultats des législatives de 2014 continueront de définir les équilibres au sein du gouvernement* », assu-

rait-il avant le scrutin, comptant voir le consensus national se traduire en alliances locales.

Campagne 2019 à l'horizon

Or, rien n'est moins sûr. La contestation de la direction actuelle de Nidaa Tounes suite au mauvais résultat de dimanche, pourrait en effet l'amener à chercher des alliances locales destinées à isoler son partenaire et concurrent. Ce n'est qu'à l'issue de ces tractations tant nationales que locales que l'on aura une idée des nouvelles dynamiques politiques alors que se profile la campagne électorale des élections législatives et présidentielle de 2019.

Il faudra aussi plusieurs mois avant que les nouveaux élus locaux, qui héritent d'une situation financière et matérielle catastrophique, puissent mettre en œuvre les possibilités offertes par la loi de décentralisation adoptée le 26 avril dernier. ■

THIERRY BRÉSILLON

27,5 %
des suffrages
se sont portés sur
Ennahda, soit cinq
points de plus que
son rival Nidaa
Tounes